



## CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Vingt et unième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 18 avril 1956,  
à 10 h. 45

NEW-YORK

## SOMMAIRE

	Page
Point 4 de l'ordre du jour :	
Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.....	7

*Président:* M. Hans ENGEN (Norvège).

*Présents:*

Les représentants des pays suivants: Argentine, Brésil, Canada, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Indonésie, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Australie, Bulgarie, Chili, Hongrie, Philippines, Pologne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

## POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2802 et Add.1 et 2)**

1. M. BLACK (Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement) expose qu'au cours du dernier exercice la Banque a prêté au total 410 millions de dollars au titre du développement économique, ce qui constitue un chiffre record. Depuis lors, elle a consenti 17 nouveaux prêts, parmi lesquels des prêts pour des projets dans sept pays et territoires qui n'avaient pas reçu de prêts de la Banque jusqu'à présent. Depuis le début de ses opérations, la Banque a consenti des prêts s'élevant au total à 2.500 millions de dollars, répartis entre 41 Etats membres et territoires. En 1955, le prêt le plus important a été un prêt de 70 millions de dollars pour un grand programme de développement économique en Italie méridionale, programme qui doit exercer une forte influence sur toute l'économie italienne. Deux autres projets qui peuvent également avoir d'importants effets sont celui du haut barrage d'Assouan en Egypte et celui du barrage de Kariba, en Rhodésie.

2. La Banque a également été très active l'année précédente au titre de son programme d'assistance technique. Des missions chargées d'études générales ont été envoyées en Malaisie, en Syrie, en Jordanie, en Somalie italienne. La Banque a pris part aux négociations entre les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan au sujet de l'utilisation des eaux du bassin de l'Indus; on peut s'attendre au succès de ces négociations. L'Institut pour le développement économique, créé par la

Banque, organise chaque année, à l'intention d'un certain nombre de hauts fonctionnaires désignés par les Etats membres, un programme intensif d'études sur les problèmes du développement économique. Ceux qui sont appelés à suivre ce programme sont relativement peu nombreux, mais la formation donnée présente sans aucun doute un intérêt pour le développement économique des pays intéressés.

3. La situation financière de la Banque demeure saine. Les remboursements au titre du principal et le paiement des intérêts ont été faits ponctuellement, et les réserves de la Banque s'élèvent à près de 216 millions de dollars.

4. Au cours de l'année écoulée, le marché privé des capitaux s'est intéressé de plus en plus à la Banque. Des établissements financiers privés ont non seulement acheté des titres de prêts du portefeuille de la Banque, mais ont aussi pris part directement à des prêts de la Banque; d'autre part, plus de 50 pour 100 des ventes de titres provenant du portefeuille ont été effectuées en dehors de la zone dollar. D'autres signes encourageants indiquent que les capitaux privés commencent à s'intéresser aux investissements sur les marchés extérieurs, ce qui est de bon augure pour la nouvelle filiale de la Banque, la Société financière internationale. A en juger par le nombre des pays qui ont déjà adhéré à la Société, cette dernière devrait pouvoir commencer ses opérations dans quelques mois. Le capital dont elle disposera sera modeste, mais, étant donné que les investissements seront toujours effectués en association avec des intérêts privés et que la Société cherchera à revendre une partie de ses investissements aux capitalistes privés, elle devrait pouvoir provoquer un courant assez important d'investissements. Les travaux préparatoires effectués actuellement laissent espérer que la Société sera en état d'examiner des propositions d'investissements peu de temps après sa constitution.

5. En 1946, lors de la création de la Banque, la situation de l'économie mondiale était bien mauvaise. Vers 1949, cependant, la plupart des pays avaient retrouvé leur capacité de production d'avant-guerre; depuis, on a assisté à un développement de l'économie sans précédent dans les temps modernes. C'est ainsi que le taux d'accroissement de la production industrielle et de la production de denrées alimentaires a plus que doublé depuis cette date. L'accroissement de la production a été accompagné d'un développement correspondant du commerce international. Parmi les nombreuses causes qui ont contribué à ce remarquable progrès, il faut en citer deux: le niveau élevé des investissements, tant publics que privés, et le fait que la plupart des pays ont suivi une politique économique et financière favorable au plein emploi.

6. Naturellement, le rythme du progrès n'a pas été le même dans tous les pays; il est intéressant de noter que le progrès a été plus rapide en Amérique latine qu'en Europe et plus rapide en Europe qu'aux Etats-Unis d'Amérique. On ne possède pas de chiffres comparables pour l'Asie, mais il semble que le taux d'investissement se soit élevé dans l'Inde, au Pakistan et dans le Moyen-Orient.

7. Il ne faut pas oublier cependant qu'en raison de l'accroissement de la population le revenu national a augmenté plus fortement que le revenu par habitant, qui reste encore incroyablement bas dans de très nombreux pays et territoires. Néanmoins, l'expansion rapide de l'économie au cours de ces dernières années semble due à des causes durables et, bien que la Banque considère nécessairement la situation avec prudence, ses prévisions pour l'avenir immédiat sont que l'augmentation rapide de la production, des revenus et du commerce international semble appelée à se poursuivre.

8. En décidant ses divers engagements financiers, la Banque a admis que, si une grande guerre n'éclate pas, l'accroissement de la production est appelé à se poursuivre aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe occidentale et que le revenu national doublera dans tous ces pays en une vingtaine d'années; la demande de matières premières restera donc élevée, ce qui favorisera particulièrement, en Amérique latine, les pays producteurs de métaux. Les revenus que cette partie du monde tire de l'agriculture seront sans doute moins élevés qu'ils ne l'ont été au cours de ces dernières années, ce qui semble indiquer la nécessité d'une réadaptation. En revanche, les progrès de l'industrie sont appelés à se poursuivre, de sorte que, si l'on considère l'ensemble de la production, le rythme du progrès, bien que légèrement inférieur à celui des années postérieures à 1946, pourra rester plus élevé en Amérique latine qu'aux Etats-Unis et en Europe. Il est plus difficile de prévoir l'avenir en ce qui concerne l'Asie et le Moyen-Orient. Des pays comme l'Inde et le Japon, où les gouvernements mettent en œuvre des programmes systématiques de développement de l'économie, verront probablement se maintenir le rythme d'accroissement de leur production. D'une façon générale, et malgré de grandes variations d'un pays à l'autre, l'économie de l'Asie et celle du Moyen-Orient vont sans doute se développer plus rapidement que dans le passé, mais, dans leur ensemble, elles ne sont sans doute pas près d'atteindre le rythme de développement des pays industriels. En Afrique également, l'économie est appelée à continuer à se développer aussi vite que depuis la deuxième guerre mondiale. M. Black fait ressortir que ce tableau d'ensemble, si optimiste qu'il soit, correspond à une appréciation prudente de la situation.

9. Dans ces conditions, les pays sous-développés doivent être en mesure de compter, lorsqu'ils élaborent leurs plans de développement, sur l'appui que l'expansion de l'économie mondiale et du commerce mondial doit permettre de leur offrir. L'accroissement de l'activité économique de ces pays donnera à la Banque de nouvelles possibilités de faire des investissements. Cependant, si l'on considère chaque pays en particulier, le bénéfice qu'il pourra tirer de la conjoncture dépend en grande partie de la politique du gouvernement en matière d'investissements, surtout en matière d'investissements privés. A cet égard, il est essentiel de créer un climat favorable aux investissements privés. Le développement général de l'instruction publique, la formation de techniciens à tous les niveaux, la création d'un corps de fonctionnaires compétents et actifs, sont aussi des problèmes d'une grande importance. Enfin, il faudrait que les pays industrialisés s'efforcent de réduire davantage les entraves au commerce mondial et encouragent l'afflux de capitaux vers ceux des pays sous-développés qui sont prêts à les utiliser activement.

10. Il reste encore beaucoup à faire pour résoudre les problèmes essentiels du développement de l'économie,

mais les événements de ces dernières années montrent que l'on est fondé à espérer qu'ils seront enfin résolus.

11. M. CHENG (Chine) estime que, maintenant que la Banque s'est fixé un programme d'action bien arrêté, point n'est besoin de faire de longues observations sur son œuvre. Il la félicite de son heureuse gestion des 10 premières années et de sa contribution au redressement économique de l'Europe, dont la rapidité a été remarquable. Il constate avec plaisir que la Banque a consacré une grande part de ses ressources depuis 1948 au développement économique des pays sous-développés, et il est heureux du rôle éminent qu'elle joue dans la constitution de la Société financière internationale.

12. M. Cheng espère que la Banque, la Société, le Fonds monétaire international et les gouvernements des divers pays s'emploieront maintenant à résoudre les problèmes économiques et financiers qui se posent dans les pays sous-développés — domaine trop aléatoire pour les investissements privés — et qu'au cours des 10 prochaines années ces pays seront en mesure de faire de rapides progrès.

13. M. SOLLI (Norvège) estime que les renseignements dont le Conseil dispose sur l'activité de la Banque lui permettent amplement d'apprécier le rôle que joue cette institution pour favoriser le progrès économique et réduire la pauvreté dans les Etats membres et leurs territoires d'outre-mer. Ce qui fait défaut au Conseil, ce sont des renseignements sur la quantité totale de capitaux, de biens et de services que reçoivent chaque année les pays sous-développés en exécution de programmes d'assistance auxquels la Banque n'est pas partie. Pour s'acquitter de la tâche qui lui est assignée par la Charte des Nations Unies, le Conseil devrait examiner les activités de la Banque, non pas isolément, mais en tenant compte de toutes les autres formes de l'assistance fournie aux pays sous-développés. Actuellement, tout ce que le Conseil peut faire est de constater que la Banque a accompli une œuvre de plus en plus utile, non seulement en accordant des prêts, mais aussi en fournissant une assistance technique, en favorisant la création de la Société financière internationale, en organisant l'Institut pour le développement économique et en rendant des services divers à certains pays. La délégation norvégienne espère qu'à l'avenir, lorsque le Conseil sera saisi des rapports de la Banque, il pourra les examiner en s'éclairant de renseignements sur les efforts accomplis par d'autres agents dans le même domaine.

14. La Norvège a eu recours aux services de la Banque dans le passé et elle espère le faire de nouveau. Grâce au système de "juxtaposition" que la Norvège a contribué à faire adopter, elle n'a pas mis les ressources de la Banque à contribution de manière excessive.

15. Il y a lieu de se féliciter des efforts que la Banque déploie pour faciliter le transfert de capitaux. M. Solli espère que la création de la Société financière internationale favorisera les mouvements de capitaux vers les pays sous-développés et mettra la Banque encore mieux en mesure d'aider ces pays.

16. M. BAKER (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, pendant les 10 années qui se sont écoulées depuis la création de la Banque, le monde a assisté non seulement à la reconstruction inhérente à l'après-guerre, mais à la plus grande expansion économique qui se soit produite au cours des 50 dernières années. La mesure dans laquelle la Banque a répondu aux espoirs de ses fondateurs doit être considérée sous cet angle. Le con-

cours apporté par la Banque pour résoudre le problème de l'augmentation de la production et de l'élévation des niveaux de vie a été remarquable et l'on doit l'en féliciter.

17. Il a été très encourageant de constater que la Banque, qui a été créée principalement pour être un établissement financier, a augmenté de manière continue le volume de ses financements et a consacré une partie de plus en plus grande de ses prêts aux pays sous-développés. Cependant, alors qu'elle était considérée tout d'abord uniquement comme une source financière, la Banque reçoit maintenant de nombreuses demandes de conseils relatifs aux problèmes de développement économique. L'assistance qu'elle fournit sous forme de services consultatifs a directement traité à l'un des problèmes fondamentaux qui se posent aux pays sous-développés : déterminer la manière la plus efficace de mettre en valeur et d'utiliser les ressources existantes.

18. Les fondateurs de la Banque avaient espéré qu'en plus de disposer des contributions des gouvernements pour des investissements, elle favoriserait le mouvement international des capitaux privés. En conséquence, la Banque a émis des obligations sur les marchés monétaires mondiaux et a par conséquent joué, pendant un certain temps, un rôle important pour orienter les capitaux privés vers les entreprises de développement économique. Les détenteurs de capitaux font maintenant grand cas de ses obligations, qui ont été émises avec succès au Canada, aux Pays-Bas, en Suisse, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique, et l'on trouve des porteurs d'obligations dans beaucoup d'autres pays.

19. La Banque a pu aussi encourager une participation plus directe des capitalistes privés aux entreprises qu'elle finance. Au cours du dernier exercice, elle a recueilli pour la première fois plus d'argent en vendant à des acheteurs privés certaines des obligations correspondant aux emprunts de ses pays membres qu'elle ne l'a fait en émettant ses propres titres sur les marchés des capitaux. De plus, seule une minorité d'acheteurs privés ont demandé à la Banque de garantir ces obligations.

20. La contribution apportée par la Banque à la création, dans les pays sous-développés, d'un équipement de base dont l'industrialisation et la diversification de l'économie dépendent si largement, est mise en évidence par le fait qu'un peu plus de la moitié de ses prêts ont été consacrés au développement de la production d'énergie électrique, à la construction de routes et de chemins de fer, à l'aménagement des ports et à d'autres entreprises relatives aux transports et aux communications.

21. D'autre part, la Banque a assoupli sa façon de considérer les problèmes qui se posent à ses pays membres. Ses prêts ont surtout revêtu la forme de prêts destinés au financement de projets particuliers, mais elle a aussi élaboré un certain nombre d'autres transactions. Dans certains cas, ses prêts ont en effet financé, non des importations destinées à des projets déterminés, mais des programmes de développement englobant des projets dans plusieurs secteurs de l'économie. Dans d'autres cas, elle a fourni les devises requises pour importer des biens d'équipement nécessaires au développement général. Dans les pays où les biens d'équipement indispensables aux projets de développement pouvaient être produits sur place, elle a consenti des prêts pour éviter les conséquences qu'aurait eues sur le change l'augmentation des dépenses intérieures résultant de l'exécution de ces projets.

22. La délégation des Etats-Unis espère sincèrement que la Société financière internationale, à la création de laquelle la Banque a si utilement contribué, sera constituée dans quelques mois. Dix-neuf pays, dont les Etats-Unis, ont pris les dispositions nécessaires pour en devenir membres et il y a lieu d'espérer que les 30 autres pays qui ont fait connaître leur intention d'y adhérer suivront cet exemple, afin que la Société puisse commencer à apporter sa contribution au développement économique.

23. Les activités de la Banque en matière d'assistance technique donnent encore plus d'espérances qu'auparavant. Le fait qu'elle vient d'organiser l'Institut pour le développement économique montre à quel point l'on peut espérer que la Banque continuera à faire profiter de ses connaissances techniques et de son expérience les autorités des pays sous-développés qui ont à résoudre les problèmes pratiques du développement économique.

24. Etant donné l'expansion actuelle de l'économie mondiale et des échanges internationaux, qui crée un climat extrêmement favorable à de nouveaux investissements dans les pays sous-développés, la Banque peut prévoir que l'on fera de plus en plus appel à ses ressources. C'est maintenant plus qu'une institution financière prospère. Elle représente un effort international conjugué, qui tend à aider le plus possible le développement économique et la prospérité de ses pays membres. Ainsi, elle agit bien dans le sens des objectifs de l'Organisation des Nations Unies : favoriser l'affermissement de la paix et le bien-être économique.

25. M. ASMAUN (Indonésie) estime que le rapport de la Banque est extrêmement satisfaisant si l'on considère le montant des prêts consentis, les bénéfices nets réalisés au cours de la période envisagée et l'importance des réserves. Cependant, si la conjoncture économique était moins favorable, le rapport aurait certainement été quelque peu différent. Il est particulièrement agréable de constater que la majorité des prêts faits du 1er juillet 1955 au 31 janvier 1956 ont été consentis à des pays sous-développés. La mesure considérable dans laquelle les pays industrialisés ont moins besoin des fonds de la Banque et le fait remarquable que certains d'entre eux soient en mesure de faire des remboursements anticipés témoignent du relèvement presque complet des pays industrialisés dans le monde, ce qui est sans aucun doute la plus importante des raisons du succès de la Banque.

26. Cela confirme en outre le fait que la phase de "reconstruction" de l'octroi de prêts par la Banque est terminée et que cette institution devrait maintenant consacrer davantage ses prêts au développement. On ne peut guère concevoir une autre ligne de conduite. Il faut empêcher que ne se produise un écart excessif entre le rythme de progrès des pays avancés et celui des pays peu développés, si l'on veut éviter un déséquilibre international qui risquerait de renverser la tendance généralement favorable qui se manifeste actuellement dans le monde.

27. La délégation indonésienne constate donc avec regret que très peu de prêts consentis aux pays peu développés, peut-être même aucun, l'ont été pour des projets directement productifs. Si la Banque a vraiment décidé d'accorder une importance plus grande aux besoins des pays peu développés, il faut que la direction de la Banque interprète d'une manière plus libérale les principes directeurs de cette institution, qu'elle adopte une politique plus clairvoyante et une attitude plus entreprenante. La Banque devrait commencer à



consacrer des capitaux à des projets dont elle dit dans son dernier rapport qu'ils ressortissent aux investissements privés. Les capitaux privés intérieurs sont à peu près inexistant dans les pays mêmes qui en ont le plus besoin.

28. La Banque semble manquer de confiance dans la capacité qu'ont les pays sous-développés d'absorber et d'utiliser efficacement des capitaux pour leur développement industriel et dans l'aptitude des autorités de ces pays à manier efficacement les outils de la politique économique; le manque de confiance paraît être le motif principal qui empêche la Banque d'accorder des prêts de ce genre. Si la Banque attend que des cadres et des techniciens aient été formés dans une mesure suffisante pour satisfaire à ses normes actuelles, elle courra le risque d'accentuer l'écart qui existe entre le rythme de développement des régions développées et celui des régions peu développées du monde. À ce sujet, l'annonce de la création de l'Institut pour le développement économique est extrêmement encourageante. Si la création de l'Institut traduit l'opinion de la Banque en ce qui concerne l'urgence des besoins en administrateurs et en cadres des pays peu développés, il y a lieu d'espérer que certaines des objections de la Banque à l'octroi de prêts destinés au développement industriel tomberont bientôt. En faisant profiter les gouvernements des pays peu développés de ses connaissances et de son expérience par l'intermédiaire de l'Institut, la Banque leur permettra de faire des investissements dans le développement des compétences humaines, l'une de leurs ressources les plus précieuses.

29. On éprouve une autre satisfaction à la lecture du rapport de la Banque en apprenant les progrès réalisés dans la voie de la création de la Société financière internationale. Le Gouvernement indonésien s'est prononcé en faveur de l'adhésion de son pays à cette institution, et l'on peut être persuadé que le Parlement qui vient d'être élu prendra les mesures législatives nécessaires à cet effet. Cependant, si la Société est appelée à combler une lacune dans les opérations actuelles de la Banque, des prêts destinés au développement de la production n'en sont pas moins immédiatement nécessaires. Sur ce point, il convient de rappeler qu'à ses deux précédentes réunions annuelles, le Conseil des gouverneurs de la Banque a envisagé la possibilité d'accorder du crédit à moyen terme. Il est prouvé que le crédit à moyen terme accordé par des institutions financières aux Etats-Unis d'Amérique et dans d'autres pays a donné d'excellents résultats. Ces institutions pourraient rendre compte de leur expérience à la Banque pour l'aider à examiner la question de l'octroi de prêts destinés à certaines catégories d'investissements productifs qui seraient entrepris sous les auspices des gouvernements.

30. En terminant, le représentant de l'Indonésie exprime l'espoir que la Banque et le Conseil examineront la possibilité d'organiser un certain nombre de groupes régionaux, dont chacun représentera un certain nombre de pays membres de la Banque, afin d'établir des liens de collaboration plus étroits entre la Banque et les pays de la région intéressée. Ces groupes pourraient, par exemple, examiner la possibilité d'entreprendre des projets communs intéressant plusieurs pays. Les pays membres en retireraient des avantages certains, car la communauté des intérêts faciliterait une plus grande harmonie et une meilleure compréhension mutuelle.

31. M. STIKKER (Pays-Bas) dit que son gouvernement est heureux de voir la Banque étendre son

champ d'action, développer son activité et s'intéresser de plus en plus aux nombreux aspects du développement économique.

32. Après avoir mené pendant 10 ans une politique judicieuse de financement de la reconstruction, la Banque fait maintenant porter ses efforts sur le développement économique, domaine beaucoup plus vaste pour lequel elle peut s'attendre à des demandes d'assistance en nombre croissant. Il est par conséquent encourageant de noter que la Banque s'est efforcée d'augmenter ses ressources en recourant à des méthodes plus efficaces pour réunir des fonds. Remboursements et remboursements anticipés permettent un accroissement progressif des fonds disponibles pour des prêts. Les Pays-Bas, par exemple, auxquels un prêt de 195 millions de dollars a été consenti, ont déjà réduit le montant de leur dette à 81 millions de dollars. Une autre méthode par laquelle la Banque a pu augmenter les ressources dont elle dispose pour le développement a consisté à donner aux capitalistes la possibilité de prendre part au financement, soit au moyen d'une participation directe aux prêts négociés par la Banque, soit par l'achat de titres de créance à échéance plus ou moins proche. Le premier cas en date a été le placement auprès de banques des Etats-Unis d'Amérique d'une partie du prêt consenti aux Pays-Bas pour des compagnies de navigation, pour lequel la créance de la Banque a pu être ramenée à 62 millions de dollars.

33. La vente des obligations de la Banque continue à constituer pour elle un moyen important de se procurer des ressources. On peut rappeler à cet égard que 18 pour 100 du capital de la Banque peut être versé en monnaies des pays membres, dont l'utilisation est, dans la plupart des pays, soumise à diverses restrictions. Il a été suggéré récemment, au cours d'un échange de vues qui a eu lieu à Istanbul, que les pays qui préconisent de favoriser le développement économique par la création du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique devraient permettre à la Banque de faire un usage plus souple de leur tranche de 18 pour 100. Conformément à cette suggestion, le Gouvernement des Pays-Bas a décidé de mettre à la disposition de la Banque, sur son solde de 18 pour 100, un nouvel acompte de 25 millions de florins convertibles dans toutes les monnaies des pays membres de l'Union européenne de paiements. L'utilisation accrue de diverses monnaies, comme le fait que le nombre de prêts consentis pour des programmes généraux de développement exigeant du matériel divers à importer de nombreux pays a augmenté, justifie un maximum de souplesse dans l'utilisation des soldes de 18 pour 100.

34. La délégation des Pays-Bas se réjouit de la création de l'Institut pour le développement économique et des progrès réalisés en vue de la création de la Société financière internationale, dont les Pays-Bas envisagent de devenir membre le moment venu. Il faut se féliciter à cet égard de ce que les intérêts qu'un gouvernement peut avoir dans une société de développement ayant des participations dans une entreprise privée n'empêcheront pas la Société d'investir des fonds dans cette entreprise, ce qui montre que les statuts de la Société seront interprétés avec une certaine souplesse.

35. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) réaffirme l'appui chaleureux qu'apporte son gouvernement aux objectifs de la Banque. Il est heureux de constater, d'après le rapport et la déclaration du Président de la Banque, que la période considérée a été une période d'activité croissante.

36. La Banque a manifesté une heureuse tendance à plus de souplesse tant dans son fonctionnement général que dans sa politique de prêts, comme le montre le fait qu'elle a accordé des prêts à l'Autriche et à l'Italie pour permettre à ces pays de faire face à des dépenses en monnaie locale, à l'Australie et à la Norvège à des fins de développement, et enfin à la nouvelle Société indienne de crédit industriel et d'investissements. Il est tout aussi encourageant de constater la confiance accrue dont la Banque bénéficie et qui se traduit par la participation croissante de capitalistes au financement de projets patronnés par la Banque. La vente record de 99 millions de dollars de titres du portefeuille de la Banque pendant l'exercice financier qui s'est terminé le 30 juin 1955, dans presque tous les cas sans la garantie de la Banque, a été une contribution précieuse au crédit international, comme l'a été aussi la mise au point d'un procédé permettant de lier des prêts de la Banque à des émissions par les emprunteurs sur le marché de New-York; plusieurs pays ont déjà bénéficié de cet avantage. Il importe de ne rien faire qui puisse porter atteinte au climat de confiance ainsi créé.

37. Un autre fait heureux est que la Banque a fait comprendre à ses membres l'importance qu'a l'accroissement de ses ressources en monnaies autres que le dollar, soit par le déblocage des soldes de 18 pour 100 versés en monnaie locale, soit par la vente d'obligations de la Banque sur les marchés des pays membres. Ceci n'empêche pas la Banque de demeurer l'un des intermédiaires les plus importants par lesquels les capitaux privés américains s'orientent, notamment, vers les pays sous-développés. Le Gouvernement du Royaume-Uni attache de l'importance au maintien de ce courant de capitaux.

38. Le Royaume-Uni apporte une contribution importante aux opérations de la Banque: sur les 60 millions de livres qu'il avait accepté, en 1953, de mettre à la disposition de la Banque sur le solde de 18 pour 100 en sterling pour l'octroi de prêts de la Banque aux pays du Commonwealth, près de 13 millions de livres avaient été attribués à fin juin 1955. Depuis lors, 11 millions de livres d'autres fonds débloqués ont été attribués.

39. Le Gouvernement du Royaume-Uni tient à exprimer sa reconnaissance à la Banque pour les rapports précieux qu'elle a établis et les suggestions qu'elle a formulées concernant les possibilités de développement de certains territoires dépendants du Royaume-Uni, comme la Nigéria, la Malaisie et le Honduras britannique. Il est également heureux d'apprendre que deux candidats, l'un de la Nigéria, l'autre de l'Ouganda, sont parmi les étudiants qui suivront la première série de cours donnés par l'Institut pour le développement économique, créé récemment par la Banque à Washington.

40. La délégation du Royaume-Uni espère que la Société financière internationale envisagée contribuera à stimuler le courant de nouvelles ressources de capital productif orienté vers les pays sous-développés. Pour que la nouvelle organisation puisse s'acquitter de sa tâche, il faudra que les principales sources de capital aient toute confiance en la sûreté de son jugement et en la prudence de sa politique d'investissement. Dix-neuf pays ont déjà rempli les formalités nécessaires pour devenir membres de la Société, et le représentant du Royaume-Uni espère qu'elle sera prochainement créée et contribuera efficacement au développement des pays insuffisamment développés.

41. M. GOZARD (France) dit que l'une des premières tâches de la Banque a été de stimuler les inves-

tissements privés à l'étranger, à un moment où, après la deuxième guerre mondiale, le capital privé était incapable de faire face à tous les besoins financiers créés par la reconstruction et le développement économique et social. Il est indubitable que la Banque a réussi dans cette tâche, et la façon dont elle s'en est acquittée permet les plus grands espoirs pour l'avenir.

42. Le crédit de la Banque s'est établi à un niveau élevé sur le marché financier international: les ventes de titres provenant du portefeuille de la Banque ont atteint près de 100 millions de dollars pendant l'exercice 1954-1955, et les remboursements en principal se sont élevés à 145 millions de dollars. Pour la première fois, la demande d'obligations à plus long terme s'est accrue. Un signe de la confiance accrue qu'inspire la Banque est le fait que toutes les obligations émises par la Banque pendant l'année considérée — et la nécessité de ces émissions en tant que moyens de se procurer des capitaux a considérablement diminué — aient été effectuées en dehors des Etats-Unis d'Amérique; 20 pour 100 environ du total des obligations de la Banque sont maintenant libellées en devises autres que le dollar des Etats-Unis, et la liberté d'action de la Banque s'est de ce fait considérablement accrue.

43. Parallèlement, les banques d'affaires ont pris, pendant la période considérée, des participations plus importantes dans les prêts consentis, et les trois opérations de juxtaposition d'un prêt de la Banque à une émission publique d'obligations par l'Etat emprunteur sur une place étrangère ont été couronnées de succès. Dans l'ensemble, on peut dire que, malgré les ressources limitées que les gouvernements mettent à sa disposition et la nécessité où la Banque se trouve d'examiner sérieusement la situation économique et financière des pays demandeurs, la politique de la Banque est une politique d'avenir, comme le prouve le financement d'opérations à long terme telles que des prêts pour la modernisation des installations portuaires et pour la construction de chemins de fer.

44. Maintenant que les efforts faits en faveur de la reconstruction ont donné leurs fruits, la Banque fait porter son principal effort sur l'aide aux pays sous-développés d'Asie et d'Extrême-Orient. Pendant les huit mois qui ont précédé le 29 février 1956, environ la moitié des 153 millions de dollars de prêts consentis ont été affectés à des pays de ces régions. La Banque s'est intéressée tout spécialement au développement des ressources énergétiques en Asie, des transports en Amérique latine, ainsi que de l'agriculture, ce qui a permis une amélioration générale des niveaux de vie. Là où l'effort de la Banque doit nécessairement s'arrêter, la tâche de la Société financière internationale commencera. Le Gouvernement français attache la plus grande importance à ce nouvel organisme, à la création duquel il espère que le Parlement apportera prochainement sa ratification.

45. Il serait utile que le recrutement des experts pour les missions d'assistance technique de la Banque s'opère sur des bases plus larges et que l'on puisse proposer aux gouvernements intéressés un plus grand choix de candidats à un grand nombre de postes.

46. Le représentant de la France accueille avec faveur le nouveau système de centralisation des renseignements concernant les crédits internationaux à moyen terme que la Banque a établi. Ce système devrait permettre à la Banque de conjuguer son action à long terme avec celle des capitaux disponibles pour des périodes plus courtes.

47. Il est important de considérer les activités de la Banque en les replaçant dans l'ensemble des nombreuses préoccupations du Conseil, dont les plus importantes seront désormais : les problèmes qui se posent aux pays sous-développés, l'industrialisation, l'utilisation des ressources énergétiques nouvelles, y compris l'atome, le problème des ressources hydrauliques et celui du financement du développement économique. La Banque a manifestement un rôle important à jouer dans l'effort commun dont le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a parlé au cours de son exposé à l'ouverture de la session (900ème séance).

48. M. MACKAY (Canada) félicite de leur élection les membres du bureau et rend hommage à sir Douglas Copland, président sortant.

49. Le Gouvernement canadien est satisfait du travail solide et constructif que la Banque a accompli jusqu'à présent et dont le mérite revient, pour une bonne part, à son président, M. Black. Le fait que, depuis sa création, la Banque ait prêté près de 2 milliards et demi de dollars à 41 pays montre bien l'utilité de cette institution. Le Canada, que préoccupe vivement le progrès économique de beaucoup de pays qui sont encore sous-développés, a été heureux de mettre à la disposition de la Banque l'intégralité de son solde de 18 pour 100 de souscription au capital, qui représente une contribution entièrement versée d'environ 60 millions de dollars, et il est de bon augure que la Banque ait pu obtenir au Canada, par la vente d'obligations, 40 millions de dollars de plus. Grâce à son activité dans le domaine de l'assistance technique et aux enquêtes, missions et études qu'elle a effectuées pour les gouvernements à titre consultatif, la Banque a pu élargir son expérience et son information, qui ont été extrêmement utiles à diverses organisations internationales.

50. Le Canada accorde tout son appui à la création de la Société financière internationale, qui contribuera très utilement à favoriser l'afflux des capitaux dans les régions sous-développées; cet appui se manifeste par l'achat de 3.600 actions de la Société, au prix de 3.600.000 dollars.

51. Le Gouvernement canadien témoigne de son souci d'encourager la libéralisation des mouvements internationaux de capitaux en accordant aux prêteurs canadiens des dégrèvements d'impôts sur le revenu à raison des impôts qu'ils paient dans les pays étrangers, et les sociétés canadiennes sont exonérées d'impôts sur les dividendes qu'elles reçoivent pour les placements effectués à l'étranger dans des sociétés dont elles possèdent au moins 25 pour 100 des actions comportant droit de vote.

52. M. OLIVIERI (Argentine) félicite la Banque de l'œuvre qu'elle a accomplie et se plaît surtout à constater qu'une très importante fraction des 410 millions de dollars prêtés au cours de l'année a été allouée aux pays sous-développés. Il se réjouit aussi de la création prochaine de la Société financière internationale, qui aidera sans nul doute à accroître l'afflux des capitaux privés dans ces régions. Sa délégation approuve la création de l'Institut pour le développement économique, qui contribuera à la mise au point des mesures de politique financière en organisant des groupes d'études et en favorisant par d'autres moyens les échanges de renseignements.

53. M. HASAN (Pakistan) félicite le Président de la Banque de l'œuvre qu'elle a accomplie sous sa direction éclairée. Il est maintenant habituel de considérer

l'appui de la Banque comme un des facteurs décisifs du succès d'un plan de développement.

54. M. Hasan est heureux que le volume des prêts de la Banque au cours de l'année ait été plus important que jamais. Cependant, la façon dont les prêts sont répartis géographiquement constitue un sujet de vive inquiétude; sur 410 millions de dollars prêtés, les pays d'Asie ont reçu 59 millions, soit 14,4 pour 100 du total; pour les neuf dernières années, la proportion n'est que de 12 pour 100. Pourtant, l'Asie renferme près des deux tiers de la population mondiale, qui vivent dans des conditions de pauvreté et d'arriération extrêmes. L'émancipation politique a fait naître en Asie l'espoir du développement économique, et il importe de ne pas détourner les peuples de ce continent de la démocratie et de la liberté. La délégation du Pakistan reconnaît qu'au cours de ses premières années d'existence, la Banque devait surtout s'employer au relèvement de l'économie de l'Europe, dévastée par la guerre, mais cette tâche est maintenant presque terminée et c'est l'aide aux pays sous-développés qui s'impose de plus en plus à l'attention.

55. Dans le passé, les pays d'Asie ont souffert d'une pénurie de capitaux et de l'impossibilité d'assurer le service d'emprunts; un siècle de colonialisme les a laissés faibles et désemparés. Mais, aujourd'hui, un esprit nouveau se répand en Asie; certains pays au moins ont terminé la phase initiale de leur développement économique de base et peuvent désormais absorber des capitaux de production.

56. Le Gouvernement du Pakistan a souvent recommandé qu'en évaluant l'aptitude d'un pays sous-développé à bénéficier d'un prêt, la Banque tienne compte de l'amélioration qui ne peut manquer de résulter de prêts et d'une aide économique. Des plans de développement sont en cours d'exécution dans la plupart des pays en question et la Banque devrait établir ses conclusions à la lumière des résultats probables de ces plans.

57. Il y a lieu d'être satisfait en constatant que les organismes bancaires privés augmentent à présent leur participation aux prêts de la Banque et que 99 pour 100 des ventes des titres du portefeuille de la Banque s'effectuent sans sa garantie. En apprenant par l'expérience que les prêts de la Banque ont été judicieux, les banques privées se montreront à coup sûr plus confiantes et contribueront plus largement aux prêts à des pays sous-développés. Il faut cependant espérer que les conditions faites par la Banque ne seront pas déraisonnables: le taux d'intérêt actuel, y compris la commission de 1 pour 100, n'est nullement modique. Le représentant du Pakistan espère qu'au cas où les emprunts qu'elle effectue deviendraient plus onéreux, à la suite d'un relèvement des taux d'intérêt dans le monde, la Banque trouverait le moyen de ne pas relever son taux d'intérêt global et d'absorber les frais supplémentaires en réduisant ou en supprimant la commission de 1 pour 100.

58. M. Hasan est heureux de savoir que la Banque fera tout ce qui est en son pouvoir pour mettre la nouvelle Société financière internationale en état de fonctionner sans retard, dès que le nombre requis de membres aura été atteint et que les souscriptions auront été versées.

59. Par certaines de ses activités, la Banque s'est trouvée dans une situation analogue à celle d'un tribunal international d'arbitrage, notamment lors de sa médiation dans le différend relatif aux eaux de l'Indus.

Il est de bon aloi qu'une organisation internationale telle que la Banque s'impose à la confiance des nations.

60. Indépendamment de l'Institut pour le développement économique, qui vient à point, un moyen efficace de former le personnel appelé à participer au développement des pays économiquement retardés serait de désigner un plus grand nombre de leurs ressortissants à des postes importants dans la Banque.

61. Enfin, le Pakistan tient à exprimer sa gratitude à la Banque pour la générosité dont elle a fait preuve

jusqu'à présent à son égard. Les besoins du pays sont grands et ne manqueront pas d'augmenter encore du fait qu'un nouveau plan quinquennal est en cours d'exécution.

62. En s'adressant au Conseil, M. Hasan exprimait l'inquiétude que son gouvernement ressent pour l'Asie tout entière et pour tous les pays sous-développés du monde, plutôt que pour son pays seul.

La séance est levée à 13 heures.